

<http://divergences.be/spip.php?article4414>



# L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?

- Aujourd'hui - 2026 - Janvier 2026 -

Date de mise en ligne : mardi 23 décembre 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine [+972](#) 16 décembre 2025

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH267/f250623ys21-1200x802-4d114.jpg>]

**Des gens se promènent dans le marché Carmel de Tel Aviv, partiellement fermé en raison des attaques de missiles iraniennes, le 23 juin 2025. (Yonatan Sindel/Flash90)**

Depuis octobre 2023, Israël est confronté à une convergence de chocs économiques. Des dizaines de milliers d'habitants ont été déplacés des régions frontalières du sud et du nord à la suite des hostilités avec le Hamas et le Hezbollah, tandis que des centaines de milliers de réservistes ont été retirés de la population active pendant de longues périodes, laissant des secteurs clés en sous-effectif et la productivité en baisse. Les services publics, l'éducation et les soins de santé se sont détériorés, les dépenses de l'État ayant été détournées vers la guerre, et près de 50 000 entreprises ont fait faillite.

La fuite des capitaux, en particulier dans le secteur des hautes technologies, ainsi que la dépendance croissante à l'égard des prêts étrangers ont ajouté une pression considérable sur l'économie, la dette devant atteindre 70 % du PIB en 2025. La position internationale d'Israël s'est également affaiblie : des partenaires commerciaux autrefois stables se détournent, les sanctions et les boycotts se multiplient et les grands investisseurs commencent à se tourner vers d'autres pays.

Un rapport annuel sur la pauvreté publié le 8 décembre par l'ONG israélienne Latet souligne la gravité de la crise sociale. Les dépenses des ménages ont considérablement augmenté depuis la guerre, près de 27 % des familles et plus d'un tiers des enfants sont désormais en situation d'« insécurité alimentaire », et environ un quart des bénéficiaires de l'aide sont des « nouveaux pauvres » tombés dans la précarité au cours des deux dernières années.

Pourtant, dans le même temps, l'économie israélienne a également montré des signes de résilience. Le shekel s'est apprécié de près de 20 % par rapport au dollar américain depuis le début de la guerre, et la Bourse de Tel-Aviv a atteint des niveaux records, soutenue en partie par les dépenses de guerre et l'intervention de la banque centrale.

Pour comprendre ces signaux apparemment contradictoires – marchés en plein essor parallèlement à une agitation sociale et économique croissante –, il est nécessaire de regarder au-delà des indicateurs traditionnels. Le chercheur économique israélien et militant BDS Shir Hever affirme qu'Israël fonctionne actuellement dans ce qu'il appelle une « économie zombie », qui continue de fonctionner grâce à des dépenses militaires massives, des crédits étrangers et un déni politique.

Depuis plus de deux décennies, Shir Hever examine les liens entre l'économie israélienne, le militarisme et l'occupation. Dans une interview accordée au magazine +972, il explique pourquoi la crise économique israélienne ne peut être mesurée simplement en termes de PIB ou d'inflation, et pourquoi les piliers qui soutenaient autrefois sa croissance – les investissements étrangers, l'innovation technologique et l'intégration mondiale – commencent à s'éroder. Il aborde également l'illusion d'une économie de guerre durable, le coût social et économique d'une mobilisation massive prolongée, et la manière dont l'isolement croissant d'Israël sur les marchés mondiaux pourrait annoncer le début d'un déclin à long terme.

*L'interview a été éditée pour des raisons de longueur et de clarté.*

**Pour commencer, si nous supposons que la guerre à Gaza, telle qu'elle a été menée au cours des deux**

**dernières années, a finalement pris fin, pensez-vous que l'économie israélienne va se redresser et, si oui, comment cela se produirait-il ?**

Je pense qu'il est important de se poser d'abord la question suivante : se redresser par rapport à quoi ?

Le problème économique d'Israël est multiforme. Tout d'abord, il y a un préjudice direct à la productivité en raison du déplacement de dizaines de milliers de foyers des zones proches des frontières avec Gaza et le Liban, et des dommages directs causés par les missiles et les roquettes dans ces zones.

Deuxièmement, le recrutement de près de 300 000 soldats de réserve pour une période très longue a entraîné une baisse notable de la participation à la population active. Il a également effacé d'innombrables jours de formation qui avaient été investis dans ces travailleurs, à un moment où les moyens d'éduquer et de former des remplaçants sont loin d'être pleinement exploités.

Troisièmement, la classe moyenne éduquée en Israël commence à envisager l'émigration, et des dizaines de milliers de familles ont déjà émigré.

Quatrièmement, la crise financière : de nombreux Israéliens ont transféré leurs économies à l'étranger en prévision de l'inflation, conjuguée à une perte de valeur de la monnaie israélienne, à une baisse de la cote de crédit d'Israël et à une augmentation de la prime de risque du pays.

Les ressources ayant été détournées pour la guerre – les données du gouvernement lui-même montrant qu'il a acheté pour des dizaines de milliards de dollars d'armes à crédit –, la qualité des services publics et de l'enseignement supérieur s'est considérablement détériorée. Israël n'a jamais été aussi proche d'atteindre le seuil de la dette [une situation dans laquelle l'État est contraint de contracter des emprunts pour couvrir les intérêts des emprunts antérieurs].

Enfin, et c'est très important, l'image de marque d'Israël est devenue toxique. Le pays est confronté à des boycotts, des désinvestissements et des sanctions d'une ampleur sans précédent. Les entreprises israéliennes constatent que leurs anciens partenaires commerciaux étrangers hésitent à traiter avec elles.

J'ai lu cet article sur Ynet dans lequel plusieurs hommes d'affaires israéliens étaient interviewés et expliquaient à quel point ils se sentaient isolés, et comment leurs partenaires commerciaux, même ceux de longue date, leur disaient ne plus vouloir avoir affaire à eux. Ils ont expliqué que même dans des « pays très amis [d'Israël] », on leur avait demandé « d'effacer toute trace de cette rencontre, car personne ne devait savoir qu'ils s'étaient rencontrés ». Ils faisaient probablement référence à l'Allemagne, car le salon IFA venait d'avoir lieu à Berlin avant l'interview.

Ces derniers mois, vous avez décrit l'économie israélienne pendant la guerre de Gaza comme une « économie zombie ». Pourriez-vous expliquer ce que vous entendez par là ?

Je l'appelle une économie zombie dans le sens où c'est une économie qui bouge mais qui n'est pas consciente de son propre état de crise ou de sa disparition imminente.

Des gens font leurs achats au centre commercial Ayalon pendant les vacances de Pâque, à Ramat Gan, le 14 avril 2025. (Miriam Alster/Flash90)

Des gens font leurs achats au centre commercial Ayalon pendant les vacances de Pâques, à Ramat Gan, le 14 avril 2025. (Miriam Alster/Flash90)

## L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?

---

Une économie capitaliste repose sur l'idée d'un horizon futur constant. Il ne peut y avoir de marché capitaliste sans investissement, et l'investissement repose sur l'idée que l'on investit de l'argent aujourd'hui afin de réaliser des profits à l'avenir. Mais en Israël, le gouvernement a adopté un budget qui est déconnecté des dépenses réelles, ce qui rend la dette incontrôlable, et le projet de budget pour l'année prochaine est tout aussi illusoire.

Dans le même temps, bon nombre des personnes les plus talentueuses et les plus instruites quittent le pays parce qu'elles ne veulent pas y élever leurs enfants. C'est exactement le contraire d'un horizon futur : un État qui planifie à court terme plutôt qu'à long terme.

Ainsi, si l'économie semble fonctionner en surface, c'est en grande partie parce qu'une partie importante de la population a été mobilisée pour le service de réserve : armée, équipée, nourrie et transportée pour soutenir la guerre. La guerre est la principale activité économique menée par le gouvernement ; même aujourd'hui, deux mois après le soi-disant cessez-le-feu de Trump, il n'y a pas eu de libération massive des réservistes pour qu'ils reprennent leur vie civile.

Haaretz a calculé que la destruction de la bande de Gaza est le plus grand projet d'ingénierie de l'histoire d'Israël. La quantité de ciment, de matériaux de construction, de véhicules et de carburant utilisée dépasse celle utilisée pour la construction du HaMovel HaArtzi [la canalisation nationale d'eau], qui était le grand projet d'infrastructure technique des années 1950, et du mur de séparation en Cisjordanie, qui était le grand projet d'ingénierie du début des années 2000. Il s'agit donc d'une économie qui semble fonctionner, mais sans aucune perspective d'avenir. Elle repose sur une illusion.

On peut supposer que tous les réservistes qui ont servi pendant la guerre et toutes les personnes qui ont été déplacées de leurs foyers dans le sud et le nord vont réintégrer le marché du travail à un moment donné. Cela pourrait-il permettre à Israël d'échapper à une crise économique ?

Pour commencer, bon nombre de ces réservistes n'auront tout simplement pas d'emploi où retourner, car plus de 46 000 entreprises ont fait faillite pendant la guerre.

Il y a également l'aspect psychologique. Je ne suis pas qualifié pour répondre à la question de savoir ce qui se passera lorsque ces personnes tenteront de reprendre une vie civile, mais l'impact risque d'être dramatique. Vont-elles recourir à la violence chaque fois que quelque chose les agace, comme elles l'ont fait pendant des centaines de jours à Gaza ? Vont-elles avoir besoin d'un traitement psychologique intensif pour gérer leur traumatisme et leur culpabilité ? Nous voyons déjà beaucoup de soldats se suicider.

Des soldats israéliens souffrant de stress post-traumatique organisent une manifestation pour réclamer de meilleurs droits et conditions, devant la Knesset, à Jérusalem, le 3 novembre 2025. (Chaim Goldberg/Flash90)

Des soldats israéliens souffrant de stress post-traumatique organisent une manifestation pour réclamer de meilleurs droits et conditions, devant la Knesset, à Jérusalem, le 3 novembre 2025. (Chaim Goldberg/Flash90)

N'oublions pas que ces personnes n'ont pas suivi l'évolution de leur profession et ont plutôt commis un génocide à Gaza, ce qui alimente également les crises technologiques et éducatives. Les inscriptions à l'université n'ont pas suivi le rythme de la croissance démographique, ce qui signifie qu'Israël est en passe de devenir moins éduqué à long terme.

Il y a ensuite environ un quart de million d'Israéliens qui ont été déplacés de leurs foyers près des frontières avec Gaza ou le Liban et qui vivent depuis plus d'un an dans des hôtels. Ils vivent dans l'hypothèse qu'on pourrait leur demander de retourner chez eux à tout moment. Il est très difficile de trouver un nouvel emploi dans ces conditions, car leur indemnisation dépend de leur volonté de retourner dans leur communauté d'origine. En d'autres termes, ils

## L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?

---

doivent choisir entre se conformer aux conditions du gouvernement ou renoncer à leur indemnisation et quitter le pays, ce que certains d'entre eux ont d'ailleurs fait.

Néanmoins, nous voyons le marché boursier israélien atteindre de nouveaux sommets et le shekel est stable. Comment expliquez-vous cela ?

Il est important de noter que le marché boursier n'évolue pas dans une seule direction. Par exemple, il a chuté après le « discours spartiate » de Netanyahu en septembre. Les gens ont vraiment paniqué lorsqu'il a déclaré cela, car il a reconnu dans une certaine mesure qu'Israël avait été touché par les sanctions, les boycotts et l'isolement économique. Cela a été comme une petite piqûre d'aiguille dans le ballon de l'illusion.

Mais il y a d'autres raisons à cela, l'une d'entre elles étant qu'Israël a modifié ses règles concernant la rémunération des réservistes, qui touchent désormais 29 000 NIS par mois, soit plus du double du salaire moyen en Israël et plus de quatre fois le salaire minimum. Certains officiers de carrière ont même quitté l'armée afin de pouvoir la rejoindre en tant que réservistes et gagner plus d'argent.

Ces réservistes n'avaient rien à dépenser avec tout cet argent, car ils se trouvent à Gaza. Ils l'ont donc investi en bourse ou placé dans une sorte de fonds fiduciaire par l'intermédiaire d'une banque, ce qui signifie qu'il est à nouveau investi en bourse. Cela continue d'alimenter le marché boursier en argent, ce qui explique bien sûr son niveau élevé. La question importante est de savoir d'où vient cet argent.

Des gens passent devant la Bourse de Tel Aviv, le 8 octobre 2025. (Avshalom Sassoni/Flash90)

Des gens passent devant la Bourse de Tel Aviv, le 8 octobre 2025. (Avshalom Sassoni/Flash90)

Le directeur général du ministère des Finances a fait remarquer que ces paiements aux réservistes ne sont pas pris en compte dans le budget de la défense, du moins pour l'instant. Ils le seront rétrospectivement, et lorsque cela se produira, l'écart entre le budget approuvé et les dépenses réelles sera révélé. Je m'attends alors à ce que la cote de crédit d'Israël baisse et que les banques internationales aient très peur de faire des affaires avec Israël.

Au-delà de cela, ces dépenses massives augmentent également l'inflation, alors que la productivité ne progresse pas.

Les personnes disposant d'un revenu disponible tentent de protéger leurs économies en investissant dans un marché boursier en hausse, contribuant ainsi à la bulle spéculative.

On assiste donc à une sorte de stagflation, où l'inflation augmente parallèlement au ralentissement économique. La banque centrale israélienne a géré cette situation en vendant de grandes quantités de dollars, en particulier au début de la guerre, ce qui a donné l'impression que tout était sous contrôle et qu'Israël pouvait se permettre de continuer à se battre. Cette astuce a fonctionné, principalement auprès des investisseurs internationaux.

Cela a créé une situation très étrange dans laquelle, d'un côté, les économistes israéliens écrivant en hébreu disent : « N'est-il pas étrange que les agences de notation ne réduisent la note de crédit d'Israël que d'un cran ? Elles continuent de croire que le gouvernement remboursera ses dettes. Comment peuvent-elles être aussi naïves ? » Et de l'autre côté, les agences de notation, même si elles lisent certainement les médias financiers israéliens, refusent de réagir.

Je pense qu'il s'agit là d'une forme de complicité de la part des médias financiers internationaux. Ils craignent que s'ils rapportent les faits, ils seront accusés d'être « anti-Israël ». Ils voient comment les gouvernements américain, britannique et allemand diffusent des mensonges et agissent comme si Israël ne traversait qu'un revers temporaire. Si les médias financiers contredisent ces gouvernements, ils risquent des représailles, ils préfèrent donc cacher

## L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?

---

l'information à leurs lecteurs. Sur la base de ces reportages biaisés, les agences de notation ont également peur de prendre des décisions fondées sur les faits.

Comment la situation économique que vous décrivez se manifeste-t-elle dans la vie quotidienne des Israéliens ?

Il y a une très grande différence entre la façon dont le marché boursier ou la monnaie réagissent et la façon dont le niveau de vie est réellement affecté.

Un article récent du quotidien financier israélien The Marker a calculé le coût de la guerre par ménage [en comparant le taux de croissance moyen de l'économie israélienne avec le taux de croissance réel des deux dernières années] à 111 000 NIS. Cela représente environ 34 000 dollars, une somme très importante.

Des clients au marché Mahane Yehuda à Jérusalem, le 9 décembre 2025. (Chaim Goldberg/FLASH90)

Des clients au marché Mahane Yehuda à Jérusalem, le 9 décembre 2025. (Chaim Goldberg/Flash90)

Si plus de 40 % des ménages israéliens dépensent chaque mois plus qu'ils ne gagnent, ils sont déjà en situation de crise. Ils s'endettent de plus en plus chaque mois juste pour garder la tête hors de l'eau, acheter de la nourriture, payer leur loyer, etc.

L'Institut national d'assurance d'Israël n'a pas encore publié son rapport officiel sur la pauvreté pour 2024, mais un rapport alternatif de l'organisation civile Latet a révélé que de nombreux Israéliens qui ne sont pas officiellement classés comme vivant sous le seuil de pauvreté se trouvent néanmoins dans une situation de crise grave. La proportion de personnes incapables d'acheter suffisamment de nourriture, classées comme en situation d'insécurité alimentaire, a augmenté de près de 29 % en 2025. Le rapport décrit la situation comme un « état d'urgence ».

On sait qu'une grande partie des ménages israéliens sont « dans le rouge » depuis des années, c'est-à-dire qu'ils sont à découvert et achètent à crédit. Les Israéliens ne sont-ils pas déjà habitués à cette situation ? Qu'est-ce qui a changé pendant la guerre ?

La proportion de ménages israéliens qui achètent à crédit et sont à découvert depuis cinq ans est d'environ 40 %, mais deux différences ont été observées pendant la guerre.

Premièrement, les produits que les gens financent à crédit sont moins des produits de luxe et davantage des produits de première nécessité. Deuxièmement, il existe une différence entre les ménages qui maintiennent un niveau plus ou moins stable d'emprunts auprès de la banque et paient des intérêts chaque mois, et ceux dont la dette augmente chaque mois et dont les paiements d'intérêts augmentent également, jusqu'à ce qu'ils soient contraints de vendre des actifs. Nous avons vu de plus en plus de cas de ce dernier type pendant la guerre.

Des Israéliens achètent de la nourriture avant la fête juive de Rosh Hashanah, à Jérusalem, le 16 septembre 2025. (Rachel Alroey/Flash90)

Des Israéliens achètent de la nourriture avant la fête juive de Rosh Hashanah, à Jérusalem, le 16 septembre 2025. (Rachel Alroey/Flash90)

Et pendant ce temps, tout l'argent du gouvernement, tous les efforts, toutes les ressources sont consacrés à la guerre. Bien sûr, les gens le ressentent. Le coût de la vie augmente et le niveau des services publics s'effondre, que ce soit en termes de qualité des transports, des services de santé ou des services éducatifs. Les revenus diminuent pour presque tout le monde, sauf pour les réservistes, qui, comme nous l'avons dit, ne dépensent pas plus qu'ils ne gagnent.

## L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?

---

Qu'en est-il du fait que les investissements étrangers restent élevés, notamment les « sorties » importantes dans le secteur technologique ? Cela ne reflète-t-il pas le fait que le modèle économique israélien, aussi tordu soit-il, est durable ?

Si l'on exclut les « sorties » géantes comme Wiz, le changement net en matière d'investissement est négatif, et même très négatif. Les investissements chutent de manière spectaculaire, en particulier dans le secteur technologique.

Mais même si vous examinez de près ces sorties, vous constaterez que le montant que le gouvernement israélien devrait percevoir en impôts est ridiculement faible par rapport à l'importance de la transaction.

Dans le secteur technologique, il est très courant que les travailleurs aient des options, ce qui signifie que les employés, en particulier ceux qui sont bien rémunérés comme les programmeurs, détiennent en fait des actions de l'entreprise. Ainsi, lorsqu'une entreprise étrangère comme Google achète des actions, elle les achète en fait à ces employés. Ceux-ci s'enrichissent, mais ils ne dépensent pas cet argent en Israël, car ils quittent le pays. L'argent est transféré à l'étranger.

Ces sorties correspondent en fait à la fuite du secteur technologique israélien hors du pays. Ces entreprises ont déjà un pied dehors, et l'autre pied qui est encore en Israël veut également partir.

J'ai entendu dire que le comportement d'Israël pendant la guerre de Gaza était décrit comme une forme de keynésianisme militaire, ce qui suggère qu'il s'agit au moins d'une approche économique quelque peu viable. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Il est tout d'abord important de noter qu'il n'existe pas de keynésianisme militaire au XXI<sup>e</sup> siècle, nulle part dans le monde.

Il s'agit d'une théorie qui a été développée principalement dans les années 1960 et qui, pendant la guerre froide, avait en quelque sorte du sens, d'une manière sombre et macabre. En gros, les gouvernements des États-Unis et de l'Europe occidentale ont créé artificiellement des emplois en dépensant beaucoup d'argent pour des armes, au lieu d'investir dans le bien-être, l'éducation et une société saine, et ont convaincu le public d'accepter cette situation par crainte d'une destruction nucléaire.

Mais comme la valeur productive des armes est nulle à €" voire négative, puisque les armes détruisent plutôt que de produire à €", cela n'a fonctionné que pendant très peu de temps. Dans les années 1970, cela a provoqué une crise, qui a vu naître le néolibéralisme et l'idée que les dépenses militaires devaient également être réduites.

Aujourd'hui, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, nourrit le fantasme suivant : « Hé, où est le problème ? Revenons au bon vieux temps des années 1960 et mettons tout le monde en uniforme. Au lieu d'aller travailler, les gens iront faire leur service militaire. » Mais on ne peut pas simplement revenir en arrière.

Le ministre des Finances Bezalel Smotrich s'adresse aux membres de sa faction sioniste religieuse à la Knesset à Jérusalem, le 17 novembre 2025. (Yonatan Sindel/Flash90)

Le ministre des Finances Bezalel Smotrich s'adresse aux membres de sa faction sioniste religieuse à la Knesset à Jérusalem, le 17 novembre 2025. (Yonatan Sindel/Flash90)

La raison en est qu'à l'époque du keynésianisme militaire, le commerce mondial ne représentait qu'une fraction de ce

qu'il est aujourd'hui. Les entreprises de consommation qui souffraient parce que les gens avaient moins de revenus disponibles ne pouvaient pas simplement déménager dans un autre pays. Aujourd'hui, certains Israéliens sont effectivement coincés en Israël pour des raisons personnelles, de santé et familiales, et n'ont d'autre choix que de fonctionner dans le cadre d'une économie militariste, même si leur niveau de vie baisse.

Mais le capital n'a pas de telles contraintes et peut se déplacer vers d'autres pays.

Qu'en est-il de l'Afrique du Sud pendant l'apartheid et de la Russie aujourd'hui ? Israël ne pourrait-il pas s'inspirer de ces régimes pour transformer son économie de manière à rester belliqueux ?

Tout d'abord, n'oublions pas que le régime d'apartheid en Afrique du Sud a fini par s'effondrer. Mais pendant des années, il a pu se maintenir malgré des boycotts généralisés, car il était riche en ressources naturelles et disposait d'une économie relativement autonome. Ce n'est certainement pas le cas d'Israël, qui dépend fortement du commerce extérieur et ne peut maintenir sa population dans un état de préparation militaire permanente.

Israël dépend des importations d'énergie, de matières premières, de technologies, de composants et de produits finis pour tous ses secteurs, et dépend également des exportations pour se financer et obtenir les devises étrangères nécessaires au maintien des importations.

Quant à la Russie, je pense que sa capacité à maintenir son économie s'explique par la vente d'armes, ainsi que de pétrole et d'autres ressources naturelles, à d'autres pays. Et c'est là, je pense que c'est la principale différence entre la Russie et Israël. Car la Russie, à la suite de la guerre en Ukraine, a en fait étendu son influence internationale. Certains pays comme la Chine, l'Inde, l'Iran et la Turquie voient un potentiel dans l'amélioration de leurs relations avec la Russie, tandis qu'Israël, en revanche, ne connaît pas exactement un essor diplomatique à la suite de sa guerre et s'isole en fait de ses propres alliés.

Plus de 100 000 manifestants réclament la fin du génocide à Gaza, sur l'Alexanderplatz, à Berlin, en Allemagne, le 27 septembre 2025. (Oren Ziv/Activestills)

Plus de 100 000 manifestants réclament la fin du génocide à Gaza, sur l'Alexanderplatz, à Berlin, en Allemagne, le 27 septembre 2025. (Oren Ziv/Activestills)

Israël a tenté de nouer de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats commerciaux en dehors de l'Occident, mais ces efforts ont largement échoué. L'Europe reste le premier partenaire commercial d'Israël, suivie des États-Unis.

Les accords d'Abraham ont été présentés comme une nouvelle frontière pour l'influence et les alliances israéliennes, mais dans la pratique, ils ne sont guère plus qu'un partenariat dans le commerce des armes qui existait déjà avant les accords. Mais après que les Émirats arabes unis ont interdit aux entreprises israéliennes de participer au salon de l'armement de Dubaï à la suite de l'attaque israélienne à Doha, il reste à voir ce qu'il reste des accords d'Abraham.

Jusqu'à récemment, vous étiez également coordinateur de l'embargo militaire au sein du comité officiel du mouvement BDS. Je suis donc curieux de connaître votre opinion sur l'état d'avancement de la campagne en faveur d'un embargo sur les armes contre Israël après deux ans de guerre, et sur son avenir.

Lorsque j'ai commencé ce travail en 2022, je croyais très fortement en la campagne d'embargo militaire, mais je pensais que ce serait probablement le dernier [aspect du BDS] à aboutir, car les particuliers ne peuvent pas vraiment boycotter les armes. Je m'attendais à voir d'abord des campagnes de boycott contre les entreprises de consommation, puis des campagnes de désinvestissement, et enfin, lorsque les sanctions s'intensifieraient, un

embargo militaire.

Je m'étais donc préparé pour le long terme. Mais lorsque Israël a commencé à commettre un génocide, je me suis retrouvé assis à la table de ministres de différents gouvernements et je leur ai dit qu'il était illégal pour leur pays de commercer des armes avec Israël. Ils se tortillaient sur leurs chaises et n'avaient d'autre choix que d'admettre que c'était un fait.

Ils se sont donc retrouvés dans une situation très difficile, et de nombreux gouvernements ont effectivement pris des mesures. Pas assez et pas assez vite – nous pouvons toujours exiger plus, et nous devrions exiger plus – mais si je regarde simplement le rythme auquel les mesures d'embargo militaire se sont multipliées dans différents pays, en particulier dans les pays du Sud, mais aussi en Europe, c'est vraiment incroyable.

Et cela n'est pas comparable à d'autres cas de génocide. Bien sûr, la plupart des pays du monde ne se souciaient pas vraiment de leurs relations avec le régime rwandais, ils ont donc respecté le droit international et imposé un embargo militaire. Mais certains pays, comme Israël, ont violé l'embargo et n'ont pas été sanctionnés pour cela. Aujourd'hui, cependant, nous voyons que dans les pays qui ne parviennent pas à imposer l'embargo militaire, les dockers dans les ports disent : « Dans ce cas, nous avons l'obligation légale et morale de ne pas charger les armes sur les navires. »

Et les États-Unis, qui sont le plus grand fournisseur d'armes d'Israël et, bien sûr, les plus complices et les plus intéressés à prolonger le génocide ont toujours un sérieux problème logistique, car les armes doivent transiter par l'Europe pour arriver en Israël. Il n'est tout simplement pas techniquement possible de faire autrement. De ce fait, même les transferts d'armes des États-Unis vers Israël sont affectés.

Comment voyez-vous l'évolution de l'économie israélienne dans les années à venir ?

Si je savais prédire l'évolution économique, je serais très riche. Mais je pense que nous devrions être attentifs à la fin de l'année, lorsque le ministère des Finances rendra compte des dépenses réelles du gouvernement pour la guerre par rapport à ses engagements dans le budget 2025. Je m'attends à ce que de nombreux investisseurs et institutions internationaux perdent confiance.

Les articles les plus lus sur +972

Graffitis tagués sur des artefacts archéologiques anciens, à Sébaste, près de la ville de Naplouse en Cisjordanie, le 12 mai 2025. (Nasser Ishtayeh/Flash90)

Israël prépare la plus grande opération de « nettoyage archéologique » jamais réalisée en Cisjordanie

Des personnes se rassemblent devant un mémorial à Bondi Beach pour rendre hommage aux victimes d'une fusillade de masse, à Sydney, en Australie, le 15 décembre 2025. (Marcin Cholewinski/ZUMA Press Wire)

Après le massacre de Bondi, nous ne pouvons pas nous permettre de pleurer en silence

Yasser Abu Shabab (Popular Forces/Facebook ; utilisé conformément à la clause 27a de la loi sur le droit d'auteur)

La stratégie israélienne de proxy à Gaza s'effondre

À plus long terme, alors que la banque centrale israélienne a averti que l'économie ne se redresserait que lentement, voire pas du tout, le public s'attend à une reprise rapide. La déception frappera durement la société israélienne et, si elle entraîne une nouvelle vague d'émigration de professionnels qualifiés, l'armée israélienne cessera de fonctionner comme une armée moderne d'ici deux à trois ans.

Nous pouvons déjà en voir les signes dans la dégradation de la discipline militaire. Certaines unités adoptent leurs propres insignes, opèrent en toute impunité et suivent des chaînes de commandement informelles. En Cisjordanie, de plus en plus de soldats rejoignent les milices des colons et participent à des pogroms contre les Palestiniens. Et

## **L'économie du génocide d'Israël est-elle au bord du gouffre ?**

---

alors que des milliers de soldats s'effondrent mentalement et moralement, et que des milliers d'autres quittent le pays, le gouvernement réagit en augmentant la rémunération des réservistes. Il en résulte une sorte de force mercenaire qui migre d'une unité à l'autre au lieu de servir au sein d'une structure cohérente et disciplinée. En ce sens, la désintégration de la société israélienne se reflète de plus en plus dans son armée.